

le monde libertaire

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

28 NOV. AU 4 DECEMBRE 1991

N° 847

10,00 F

XENOPHOBIE, RACISME...

Blême Allemagne

EDITORIAL

Le Pen y est encore allé avec ses gros sabots en dévoilant les 50 propositions de son parti en vue de lutter contre l'immigration. Aujourd'hui, un concert de cris accueille cette dernière rouerie du FN et de son leader. A droite comme à gauche, exception faite de Poniatowski, c'est un déluge d'imprécations. Qu'en sera-t-il dans six mois, lorsque les élections régionales se feront jour ?

Il est à craindre, encore une fois, que, derrière les artifices lepénistes, la classe politique ne vienne s'engouffrer, comme elle l'a déjà fait maintes fois par le passé.

L'Europe, avec ses exactions racistes et autres guerres nationalistes, a une bien sale gueule. La même que celle qui était la sienne durant les années 30, et nous avons vu ce que cela a donné.

Incapable de trouver des solutions acceptables dans le règlement de la crise yougoslave, le système communautaire européen se condamne dès lors à être mort-né à la veille de 1993. Après l'euphorie pacifiste des trente dernières années, prévalant à la construction de la CEE, voici le temps de l'impuissance.

L'Europe capitaliste fait la preuve que l'addition des dividendes ne peut en rien résoudre les drames des peuples. De l'impuissance à la méfiance entre les Douze, voire à la haine, il n'y a désormais qu'un pas, que les Le Pen divers et variés s'empresseront de franchir si l'on n'y prend garde. L'antifascisme peut-il encore y prendre garde ? Avec force, nous l'espérons, car il en va de notre liberté.

Depuis plusieurs mois, l'extrême droite allemande mène une campagne violente contre les étrangers et autres demandeurs de l'asile politique. La chute du Mur, avec la crise économique qui s'en est suivie dans l'ex-RDA, conduit l'Allemagne fédérale non pas sur la voie royale du capitalisme, mais sur le chemin boueux qu'est le fascisme. L'évolution politique des peuples européens, rongés par les vieux démons xénophobes, est à désespérer ; pourtant, il faut lutter... toujours lutter pour que la bête meure définitivement.

La scène néo-nazie en 1991 en Allemagne n'apparaît plus comme le « petit cercle isolé » comme on la décrivait avant la réunification. Elle a réussi à s'organiser de façon stricte, efficace et en partie paramilitaire, comme en témoigne la vague ininterrompue des violences et des attaques contre les immigrés ces dernières semaines.

Autour des « noyaux d'organisation » déjà bien structurés, se regroupent dans beaucoup de villes des jeunes qui forment un potentiel de violences et d'exactions très dangereux et actif, et qui sont manipulés lors des attaques contre les foyers d'immigrés par des militants nazis plus expérimentés.

A Hoyerswerda, au beau milieu de la masse de jeunes qui attaquent le foyer d'immigrés se trouvaient des néo-nazis de la Deutsche Alternative (DA) de Cottbus et de Dresde. Après que les dirigeants de la DA aient suffisamment excité et structuré leurs nervis pendant l'attaque, ils se sont éclipsés avant l'arrivée des antifascistes.

La DA apparaît sur le territoire de l'ex-RDA comme le mouvement légal le plus organisé et le mieux formé idéologiquement. Depuis la mort, en avril dernier, du « führer » Michael Kühnen, la DA est dirigée par une *führungstroika*, une troïka de commandement composée de :

- l'Autrichien Gottfried Küssel, qui était auparavant l'un des chefs et l'organisateur des activités dans les deux immeubles squattés par les fascistes dans la Weitingstrasse à Berlin. Il dirige également un camp d'entraînement paramilitaire dans la région de Vienne, et apparaît comme l'homme du parti le plus en vue ;

- Arnulf Priem, de Berlin, fondateur du Kampfgruppe Priem (groupe de combat de Priem !). L'appartement de Priem dans la Oslderstrasse à Wedding (quartier berlinois) sert de contact pour la région de Berlin ;

- Christian Worch, l'éternel complice de Kühnen, avocat à Hambourg. Il agit plus dans l'ombre et s'occupe plutôt de la formation et de la réflexion idéologique du parti.

Passage en revue des troupes de choc de l'extrême droite

Rien qu'à Cottbus, la DA regroupe 180 membres bien organisés. A ceux-là s'ajoutent 500 à 700 jeunes qui sont en contact étroit avec le parti. Les grands chefs de la DA à Cottbus sont Carsten Wolter et Michael Hübner.

A Dresde, autour des dirigeants Mike Hönzke et Lutz Kronenberger, s'agitent 500 membres de la DA, parmi lesquels 200 d'entre eux forment le « noyau dur ». Michael Kühnen désignait déjà Hönzke comme le contact du groupe avant la chute du Mur. De son appartement, dans la Pfeifferhandstrasse à Dresde, ont été et sont planifiées bon nombre d'exactions.



POUR VIVRE ENSEMBLE, LIBRES ET SOLIDAIRES

Le partenariat

Le « partenariat civil », une idée nouvelle qui est à développer. En quoi cela consiste-t-il ? Benoît Tuleu, membre de l'association homosexuelle « Les Flamands Roses » de Lille, nous en indique le principe.

A n'en pas douter, le partenariat serait à même de révolutionner bien des choses dans notre société, encore faut-il que les mentalités y soient préparées.

Le partenariat, une idée neuve et difficile à mettre en œuvre, mais qui mérite que l'on s'y arrête.

La famille, cellule de base de la société : c'est le principe qui gouverne aujourd'hui encore l'organisation officielle des liens entre les hommes et les femmes dans l'institution du mariage. Pour être reconnus comme solidaires aux yeux de l'Etat, et former à ses yeux un « foyer », le mariage est le seul moyen. La solution du concubinage ne donne que des avantages ponctuels, et d'ailleurs beaucoup en sont exclus : les couples homosexuels dans la plupart des cas (1), et tous les gens vivant ensemble sans lien sexuel (cohabitation). Il est inutile de développer ici les prolongements économiques et moraux de l'institu-

tion du mariage, qui expliquent d'ailleurs sa domination comme modèle, héritage laïcisé du catholicisme, mode de conservation et de transmission des capitaux financiers et culturels...

Inventer un lien nouveau

Pourtant, même si l'institution du mariage a la vie dure, on sait que de moins en moins de couples s'y reconnaissent (baisse du nombre des mariages et augmentation de celui des divorces). Le poids du monopole de cette institution est disproportionné à la réalité des faits. De nouveaux modes de vie

apparaissent. Il faut maintenant inventer des solutions adaptées, et la première invention vient du groupe exclu, au premier chef, de l'institution du mariage : les homosexuels.

Depuis longtemps, les couples homosexuels réclament une égalité de leurs droits avec les hétérosexuels. L'aide au logement, l'accès aux assurances, les réductions fiscales en cas de personne à charge, les rapprochements de « conjoints » en cas de mutation, les problèmes de succession en cas de décès, autant d'exemples concrets d'inégalités dont les solutions existent, mais sont, juridiquement, des bricolages procéduriers et coûteux (clause de tontine, assurances-vie). L'idée est alors venue de créer un lien juridique adapté aux homosexuels, et il est apparu tout de suite encore plus intéressant d'étendre ce lien à tous les couples non-mariés. L'idée du « partenariat civil » était née : un contrat civil de solidarité mutuelle, qui serait une solution d'égalité des droits pour tous, que le lien soit affectif, sexuel ou de pure cohabitation.

Après la chute de la ville martyre croate de Vukovar...

dossier « Yougoslavie » dans « le Monde libertaire » n° 848

T 2137 - 847 - 10,00 F



Le partenariat

(suite de la « une »)

Prenons quelques exemples concrets. Daniel et Gilbert se sont connus à l'université et filent depuis le parfait amour. Après leur CAPES, l'un est nommé à Lille, l'autre à Brest. Impossible d'obtenir une mutation de l'un en Bretagne ou de l'autre dans le Nord. Si Daniel ou Gilbert était une femme, tous deux auraient encore la ressource de se marier et de plaider le « rapprochement de conjoint ». La situation peut ainsi durer des années, tant qu'aucun lien n'est reconnu entre les deux garçons. C'est l'exemple le plus classique de la nécessité d'un partenariat.

De l'inégalité à la pelle

Allons plus loin. Patrick et Brahim habitent ensemble un logement HLM. Patrick est le seul salarié des deux, Brahim est chômeur. Dans un couple hétérosexuel, la personne sans revenus est considérée « à charge » de l'autre, et le couple bénéficie de déductions d'impôts et d'aides diverses, entre autres l'Aide personnalisée au logement. Patrick et Brahim sont sans illusion sur les déductions d'impôts, mais pensent en toute bonne foi avoir droit à l'aide au logement. Leur demande n'est pas enregistrée et on leur signale qu'ils sont dans l'impossibilité d'obtenir cette aide. Cela les met en situation d'inégalité complète vis-à-vis de leurs voisins de palier, Yves et Simone, qui ont pourtant des revenus identiques. Ce n'est qu'après de longues discussions et plusieurs interventions qu'ils obtiendront gain de cause ; un des derniers obstacles majeurs étant l'impossibilité pour le logiciel de gestion des HLM d'enregistrer une demande faite par Monsieur et Monsieur... obstacle symptomatique de

la souplesse administrative vis-à-vis des homosexuels.

On pourrait grossir ainsi la liste des inégalités. Il devient encore plus intéressant d'approfondir la réflexion et de se demander ce qui est réellement réclamé ici par les couples homosexuels. Ceux-ci ne demandent pas le mariage ou la reconnaissance sociale ; ils demandent juste que soit pris en compte leur lien de solidarité. Dès lors, pourquoi réserver ce lien aux homosexuels ? Assurément d'autres gens sont intéressés : les couples hétérosexuels ne se reconnaissant pas dans le mariage, les étudiants partageant un appartement au cours de leurs études, les agriculteurs célibataires habitant et exploitant la même ferme (situation rendue courante par l'exode rural féminin).

Ajoutons encore que l'Office HLM aurait pu ne pas se préoccuper du rapport homosexuel qui unit Patrick et Brahim. Ce qui compte, c'est qu'il y ait entre eux un lien de solidarité matérielle, et c'est cela seul qui aurait dû leur permettre d'obtenir sans difficulté leur aide financière. Cependant, les couples homosexuels étant victimes des inégalités les plus criantes, il est normal que les premières revendications de partenariat viennent de ce côté.

Le premier projet écrit de « partenariat civil » émane effectivement d'une association homosexuelle, les Gais pour la Liberté, proche du Parti socialiste.

Les GPL sont surtout implantés à Paris, mais rapidement leurs propositions ont reçu un soutien, souvent critique, des associations de province. Le projet signé des GPL propose un contrat de solidarité mutuelle pour tous les couples, homo et hétérosexuels, sexués ou non, résiliable sur simple demande de l'un des partenaires, et réservé aux personnes majeures non-mariées, et n'ayant pas



Une institution qui plaît aux moonistes américains : le mariage. © Jorgensen/Sipa press.

déjà contracté un « partenariat civil » par ailleurs. Le projet a été très officiellement présenté par le GPL lors d'une réunion qui a eu lieu à l'Assemblée nationale, en juin 1990, avec le soutien de personnalités PS comme Elisabeth Badinter ou le sénateur Jean-Luc Mélançon.

Quelle loi pour quel partenariat ?

Rapidement, deux tendances se sont dessinées dans les groupes homosexuels, de part et d'autre du projet GPL. Certains ne voient pas l'utilité d'un partenariat élargi à d'autres cas que celui des homosexuels, soupçonnant le GPL de vouloir noyer le poisson et de masquer le projet homo sous des allures présentables. D'autres groupes, au contraire, comme les Flamands Roses de Lille, trouvent le projet GPL intéressant pour son ouverture à des cas très divers, mais pensent qu'il est sévère de réserver le partenariat aux personnes majeures (alors que la majorité sexuelle est fixée à 15 ans) et de limiter d'emblée le partenariat à deux personnes, alors qu'une cohabitation, par exemple, peut se concevoir à plusieurs : le « partenariat civil » donnerait alors une reconnaissance légale à l'idée de communauté, ce qui ouvre bien des perspectives.

On peut espérer, d'ici quelques années, voir l'Assemblée nationale voter un projet de partenariat. Mais quel partenariat ? Tout indique que les projets que les homosexuels ont proposés seront épurés : les deux textes officiels existant à ce jour sont, d'une part, un texte du sénateur Mélançon (PS), et d'autre part un texte du député Jean-Pierre Michel (PS). Ces

deux textes visent à créer un partenariat unique pour les homosexuels, copié sur le mariage. La France suivrait alors l'exemple du Danemark, où un tel partenariat existe déjà. Pour beaucoup de militants homosexuels, c'est une façon de trahir l'esprit même du « partenariat civil ».

Même s'il sera accueilli favorablement par les homosexuels en couple, le partenariat purement homosexuel proposé par le sénateur Mélançon ou le député Michel est extrêmement restrictif et occulte la revendication première, qui était de proposer à l'ensemble de la société une solution souple et générale. L'argument du député Jean-Pierre Michel, c'est que le projet de « partenariat civil » élargi suppose une refonte juridique trop importante du Code civil (ce qui apparaît très vite comme un argument paresseux), et qu'il faut lui préférer un projet de partenariat purement homosexuel, qui passera plus vite, et résoudra ainsi rapidement un problème urgent : celui de la succession dans les couples atteints par le SIDA. Argument curieux, qui plaide plutôt pour un partenariat élargi, d'abord parce que le SIDA n'atteint pas que les homosexuels et ensuite parce que l'urgence (qui existe, en effet) n'excuse pas l'absence d'une réflexion plus large. Il est à craindre que, finalement, le pouvoir n'accorde aux homosexuels, et à eux seuls, le partenariat qu'ils sont les seuls à réclamer ; cela désamorcerait la revendication avant que d'autres n'aient la même idée...

Enfin, d'un point de vue purement militant, il serait bien peu satisfaisant de voir le partenariat limité à un simple mariage homosexuel. Ce n'est pas la respectabilité sociale qui est intéressante pour les homosexuels ; ils ne demandent que le respect de l'égalité des droits, comme d'ailleurs les autres minorités. Le « partenariat civil » doit être un cadre assez large pour permettre à chacun de choisir la nature de son lien. Le risque du partenariat-mariage, c'est qu'il soit pour les homosexuels le seul cadre dans lequel on les tolère : en couple, stable, fidèle... comme le modèle hétérosexuel.

Au moment où les sénateurs votent des lois répressives et homophobes, et en

particulier le rétablissement du « délit d'homosexualité » (2), les homosexuels ont dépassé depuis longtemps le problème de leur légitimité et en sont à inventer, pour eux et pour les autres, de nouveaux liens de solidarité. Il est temps que cette idée de « partenariat civil » déborde de la partie la plus militante de la population des homosexuels, et aille toucher ceux qu'elle concerne aussi : les personnes vivant en cohabitation, les handicapés à charge d'une autre personne, les couples (et plus) hétérosexuels ou non, ne se reconnaissant pas dans le mariage... Il est temps que ces liens de solidarité soient reconnus. Il est temps que l'Etat reconnaisse autre chose que les seuls liens du sexe hétéro (dans le mariage) et du sang (dans la famille). La réflexion est ouverte.

Dans le « partenariat civil » enfin, chaque groupe pourrait définir librement la qualité de ses liens, affectifs, amoureux, amicaux, ou purement contractuels. Au lieu d'un modèle imposé et fondé sur la nécessité du sexe et du sang, la « cellule de base de la société » pourrait être construite sur le libre consentement à la solidarité, sans autre modèle que celui qu'on choisit.

Benoît Tuleu
(association « Les Flamands Roses » - Centre culturel libertaire de Lille)

(1) Le certificat de concubinage est délivré par la Mairie de la commune où habitent les concubins ; il n'a pas de valeur légale réelle, mais constitue une déclaration parfois utile (pour les mutuelles d'assurance, par exemple). Quand elles sont sollicitées par des couples homosexuels, la plupart des communes refusent de les signer.

(2) Trois lois ont été votées au Sénat, lors de la dernière session : aggravation des peines pour un viol homosexuel (il est donc moins grave de violer une femme) ; peine de prison et amende pour la transmission « consciente » du virus du SIDA (sur dénonciation donc ; *quid* du secret médical ?) ; enfin augmentation de l'âge de la majorité sexuelle : elle reste fixée à 15 ans pour les hétérosexuels mais est portée à 18 ans pour les jeunes homosexuels, ce qui revient à réintroduire l'alinéa 2 de l'article 331 du Code pénal, abrogé en 1982, qui faisait mention du « délit d'homosexualité ».

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

BILLET DE TRES MAUVAISE HUMEUR

Le mariage de l'abbé Pierre

Voici donc venir l'hiver et son triste cortège, comme on m'apprenait à l'école primaire. Voici venir l'hiver avec l'abbé Pierre. L'abbé Pierre avec son béret, son auréole et ses pauvres à la queue-leu-leu derrière. L'abbé Pierre, qui est si bon, si généreux, si parfait qu'on s'étonne qu'il ne soit pas encore au ciel, entre Coluche et Mère Térésa ! L'abbé Pierre, qui est pour les pauvres, les bons pauvres, les vrais pauvres, ceux qui tendent la main en baissant la tête, la queue entre les jambes. Les vrais pauvres, pas les prolétaires. Les pauvres qui attrapent au vol les colis des Restos du cœur, plutôt que de balancer une pierre dans la gueule à l'abbé Pierre, précisément et de l'envoyer au ciel, directo, depuis le temps qu'il fait chier le monde avec sa charité.

On excusera ce mouvement d'humeur, et si on ne l'excuse pas je m'en fous. Mais la régression mentale à laquelle on assiste actuellement a quelque chose de consternant ! Doit-on rappeler ce qu'écrivait, par exemple, Roland Barthes, en 1956 ?

« La belle et touchante iconographie de l'abbé Pierre n'est-elle pas l'alibi dont une bonne partie de la nation s'autorise, une fois

de plus, pour substituer impunément les signes de la charité à la réalité de la justice ? »

Avec ses trois millions de chômeurs, la France n'a rien trouvé d'autre à mettre sous la dent des exploités que le béret de l'abbé Pierre, la barbe de l'abbé Pierre, la vieille carte RPF de l'abbé Pierre ! Et les Restos du cœur, ultime crise de conscience du peigne cul devenu riche, qui crache sa charité sur la tête des pauvres.

La tête vide des pauvres, dans ce pays vidé de son cerveau par la trahison des gauchistes « humanitaires », qui n'en finissent pas de « bavoter » sur les droits de l'homme et la faim dans le tiers monde, et la misère sans frontières !

Allons, Français, encore un effort ! A quand le mariage de l'abbé Pierre et mère Térésa en première page de *Libération*, avec Bernard Kouchner et Serge July suivant derrière en enfants de chœurs ?

Guimou de la Tronche

PROCES

Egalité

Le Prince Emmanuel de Savoie, prétentieux prétendant au trône d'Italie, a été victime d'un malencontreux non-lieu alors que par accident il traînait du côté d'une cour d'assises de la justice française. La salle d'audience était fort heureusement suffisamment chauffée pour sa Gracieuse Altesse qui, en costume croisé, a sagement suivi les débats.

Nous sommes rassurés de savoir qu'un jeune Allemand, osant faire peur à une altesse dans une période de terrorisme brigadiste, puisse se voir condamner sans procès à la peine de mort quand d'infâmes et insolents mutins à Fresnes ne prennent que sept ans pour avoir tenu quelques heures en otage la sous-directrice de la prison. Ça c'est une échelle de valeur qui a du sens.

Bien des petits Grégory eussent été honorés de se voir zigouiller par des monarques de si haut rang... Mais de quoi se plaignent-ils ?

Vincent

PRESSE

Perquisition à « Mordicus »

Le 19 novembre 1991, le SRPJ de Versailles a interpellé à son domicile un des rédacteurs de *Mordicus*, président de l'association « Les Mordicants », ainsi que les bailleurs de l'ancien local du journal. La police agissant sur commission rogatoire du juge Desmure dans le cadre d'une instruction contre X ouverte le 17 juin 1991 pour incitation au vol, au crime et au pillage.

Cette procédure s'appuie sur la diffusion d'un tract à Mantes-la-Jolie en juin 1991. Le fait qu'elle ne soit qu'un grotesque prétexte à une nouvelle opération d'intimidation contre un organe dissident est manifeste :

1) Dans le délai singulièrement long entre l'ouverture de l'instruction et l'intervention policière, puisque, dès le mois de juin, la presse nationale faisait état de ce tract - un rap humoristique sur la crise des banlieues.

2) Dans la saisie des documents comptables du journal, des comptes-rendus de réunions de la rédaction, ainsi que des carnets d'adresses personnels. Quel rapport avec l'affaire ?

Mordicus, journal de critique sociale, est une fois encore en butte à la conception policière de la liberté d'expression.

Mordicus

N. B. : pour joindre *Mordicus*, téléphonez au 43.37.03.98.

Pin's Radio-Libertaire

Avant l'épuisement total du stock, collectionneurs, pensez à vous procurer le pin's de Radio-Libertaire, tiré à 1 000 exemplaires à l'occasion de l'anniversaire des 10 ans de la radio. Il coûte 15 F (frais de port non compris). En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Chèques à l'ordre de DMC.

Associations

« COURANT ALTERNATIF » - OCL « Femmes : une remobilisation nécessaire », tel est l'intitulé du débat qui est organisé par l'Organisation communiste libertaire et le mensuel *Courant alternatif*, le samedi 30 novembre à 15 h au local Des Libertaires éditent, 20 av. Weber (M° Quatre-Chemins), à Pantin (Seine-Saint-Denis).

SURREALISME

Le Groupe surréaliste parisien et le Centre d'études critiques organisent, le samedi 14 décembre de 14 h à 19 h, un colloque sur le thème suivant : « Le surréalisme et le temps ». Ce colloque sera articulé autour des tableaux suivants « Le féminin dans le surréalisme », les « Lieux de la Révolution, révolution du lieu » et « Vers le principe de surréalité » (l'amour, la poésie, la liberté...).

Ce colloque se déroulera à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine, 28, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.

Le Centre d'études critiques peut être joint, par ailleurs, en écrivant au CEC c/o FIP, 71, bd Richard-Lenoir, 75011 Paris, ou en téléphonant au : 43.38.36.92.

STOP PUB

2 000 hectares de forêt sont détruits chaque année pour que 2,6 milliards de prospectus atterrissent dans nos boîtes aux lettres. Halte au massacre ! Demandez à bénéficier du service Stop Pub en écrivant au Syndicat des entreprises de vente à distance, 60, rue de La Boétie, 75008 Paris ; et donnez cette adresse à tous vos amis.

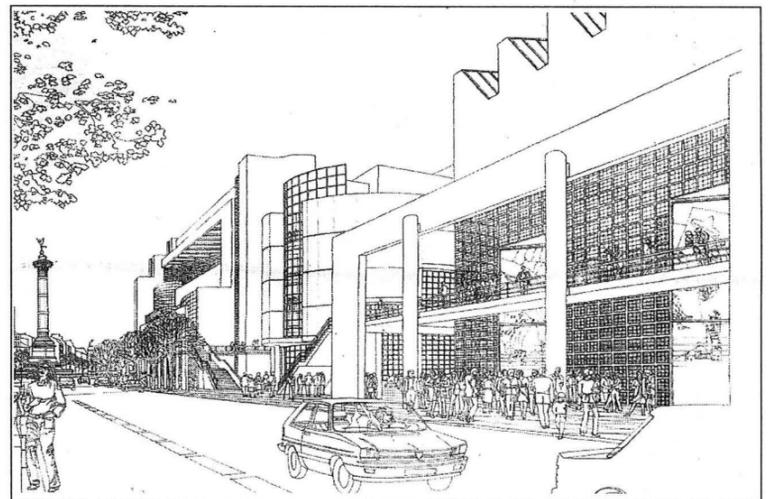
PARIS

Les frasques du baron

Le baron Haussmann était-il un génie de l'urbanisme ou le simple destructeur des cours des miracles parisiennes ? Les grandes avenues, les confortables boulevards qui aèrent (1) la capitale française, étaient à la fois des axes de circulation mais aussi du champ pour les forces de l'ordre qui pouvaient ainsi délimiter et réprimer les manifestations du peuple parisien.

Quoi qu'en soit notre point de vue, Haussmann a refaçonné Paris et seuls quelques vieux plans et gravures esquissent ce qu'a été la continuation de Lutèce (2). L'avantage du Second Empire est qu'il y avait un plan unique et non pas comme aujourd'hui des zones franches livrées aux requins de l'immobilier.

L'Elysée et les diverses divinités qui y règnent ont concocté de grands projets : Bercy, la Très Grande Bibliothèque, la pyramide du Louvre... continuant ainsi la Défense et le Centre Pompidou. Le concept « francilien » est bien en route, à Paris intra-muros les touristes, monde des affaires et *happy few*, dans la périphérie diverse les autres. Il y aurait aussi quelques musées dans de vieux ensembles historiques. Près de la place de la République, non loin de la rue Amelot, rue du Château-d'Eau il y a la



L'architecte Carlos Ott sur les traces du baron Haussmann avec l'Opéra-Bastille.

Bourse du Travail. L'ennui pour la Mairie de Paris, c'est que dans cet édifice, comme le préconisait Fernand Pelloutier, il y a des syndicats ! Ça fait vilain dans le décor, ils seraient mieux en lointaine banlieue (3). Tiens, je vais aller voir l'exposition consacrée à Haussmann, voir comment le père la pioche avait traité le sujet...

Alexis Pierre

(1) Pas pour longtemps, puisque les « axes rouges » instaurés par Chirac, l'éventualité d'un péage à l'entrée évite de désengorger Paris...

(2) Le baron destructeur a durant plus de 20 ans rayé de la carte églises et vieux hôtels dans la plus totale impunité. Les communards, eux, ont eu moins de chance.

(3) Ça n'arrivera pas à la CFDT dont le bunker de vitres et de faux marbres est à Belleville ni à FO dont les locaux, avenue du Maine, sont quasiment classés. Quant à la CGT à Montreuil, qui vivra verra.



la Sociale

CUVÉE SPÉCIALE DU « MONDE LIBERTAIRE »
VIEILLIE EN FÛTS DE CHÊNE

Appellation Minervois Contrôlée

1985

MISE EN BOUTEILLE
PAR CELLIER
LAURAN CABARET
11800 LAURE-MINERVOIS

12% VOL

75 cl

Oenologues soutenez
« le Monde libertaire »
sans modération !

LA SOCIALE

cuvée spéciale du « Monde libertaire »
vieillie en fûts de chêne
Appellation Minervois contrôlée
1985

Prix : 30 F la bouteille ;

le carton de 6 bouteilles : 180 F.

Aucune expédition n'est effectuée à partir de la librairie du Monde Libertaire. Renseignez-vous pour l'achat auprès du groupe le plus proche.

Entre espoir et désenchantement

Gaetano Manfredonia, délégué de la Fédération anarchiste française au congrès de la FA italienne, nous brosse un tableau particulièrement réaliste des problèmes posés au mouvement anarchiste transalpin, et en particulier, à notre confrère « Umanita Nova » dont l'existence sous sa forme actuelle semble menacée.

Là-bas comme ici, répondre aux défis de l'époque s'avère indéniablement ardu, mais toujours sur la brèche, nous ne pouvons et ne devons faillir !

Du 1^{er} au 3 novembre, la Fédération anarchiste italienne tenait son XX^e congrès à Pise. Après le demi échec de l'année précédente à Trieste - où la nécessité d'une relance globale de l'activité des camarades italiens s'était faite ouvertement sentir - la rencontre de Pise devait se prononcer sur le travail des commissions nommées au précédent congrès et qui portait à la fois sur l'élaboration d'un nouveau programme et sur de nouveaux principes organisationnels.

Afin de rendre ce processus de rénovation effectif, les travaux du congrès de Pise - de même que celui de Trieste - étaient ouverts à tous les libertaires, fédérés ou non, qui pouvaient intervenir à tout moment dans les débats. Seul le travail en commission et les décisions finales étaient réservées aux militants de la FAI. Toutes les composantes du mouvement libertaire italien ne s'étaient pas pour autant déplacées, mais d'un point de vue purement quantitatif, le congrès de Pise fut sans doute un succès. La position centrale de la ville d'accueil par rapport aux principales zones d'implantation de l'anarchisme dans la péninsule a aussi grandement facilité les déplacements. En tout, 186 personnes ont assisté aux travaux, dont 80 délégués de la FAI représentant une vingtaine de groupes et divers individuels. Quant aux discussions, elles se sont prolongées quasiment sans interruption tout au long des trois jours prévus de 10 h à 19 h 30 !

Un ordre du jour chargé

L'ordre du jour présenté par la commission de correspondance sortante (groupe de Milan) portait sur quatre points : les adhésions et les démissions (qui en Italie sont discutées et ratifiées en congrès) ; la discussion sur le travail des commissions « Projet d'orientation fédératif » (le programme d'action) et « Pacte fédératif » (les principes de base) ; le renouvellement des charges fédérales et diverses questions.

Plusieurs compagnons feront cependant remarquer la nécessité de discuter les problèmes de *Umanita Nova* (l'hebdomadaire de la FAI), qui traverse actuellement une situation difficile : plus de 200 000 F de dettes vis-à-vis de la Coopérative typographique de Carrare. Un point spécifique, sur la question du journal, sera ainsi ajouté à l'ordre du jour. Toutefois, avant que les travaux ne

commencent, les congressistes auront à se prononcer sur la demande d'Alfredo Salerni du groupe Malatesta de Rome (groupe ayant quitté la FAI depuis quelques années) de filmer les débats. Les avis sur la question étant partagés, et des oppositions très fortes s'étant manifestées, le projet fut en définitive rejeté.

La matinée du vendredi se termina par une rapide discussion sur le premier point de l'ordre du jour, celui des adhésions et des démissions. La question du groupe d'Imola y fut notamment évoquée. Ce groupe, qui avait décidé de se retirer de la FAI lors du précédent congrès, annonça vouloir réserver sa décision définitive après l'issue des débats à Pise.

Les discussions de l'après-midi reprirent avec les problèmes de *Umanita Nova* et la relation de la rédaction de Cosenza (Calabre) soulignant la rapide dégradation de la situation financière du journal. Le débat qui va alors s'engager va porter tout à la fois sur la nécessité de résorber le déficit et sur celle de redonner un nouveau souffle au journal, en ouvrant éventuellement sa gestion et sa rédaction à d'autres composantes du mouvement libertaire (position de Sandro Vaccaro de Palerme). Tous cependant ne partagent pas la même opinion, et beaucoup de compagnons estiment qu'il serait impossible d'envisager toute relance véritable du journal sans avoir au préalable épongé le déficit, et qu'il serait de toute façon incorrect de proposer une gestion collective de *Umanita Nova* au mouvement sans assainissement financier préalable (position du groupe de Spézzano Albanese). D'autres, enfin, comme Alfonso Nicolazzi de Carrare mettent en garde contre des solutions trop rapides, et soulignent l'importance du lien unissant fédération et journal ; l'un ne pouvant pas vivre sans l'autre. Le débat préalable ayant été achevé, une commission fut formée, chargée de présenter une motion de synthèse aux congressistes.

La discussion fut ensuite portée sur les projets présentés par les deux commissions nommées à Trieste. Franco Bertolucci de Pise se chargea de la présentation du texte du nouveau programme ; ce texte, élaboré lors de la rencontre de Rome du 25 avril 1991, avait déjà été débattu lors de la rencontre nationale de la FAI des 18 et 19 mai, puis publié dans *Umanita Nova* et le bulletin intérieur de l'organisation.

Plusieurs intervenants se félicitèrent

du bon travail accompli, même s'il ne peut s'agir, de l'avis de tout le monde, que d'une esquisse à débattre et à approfondir. Le débat, d'ailleurs, débordera vite du cadre fixé et donnera lieu à des échanges d'opinion et à des analyses sur la situation actuelle dans les pays de l'Est en général et en Yougoslavie en particulier. Ce fut le cas de Claudio Venza qui, lors de son intervention du samedi matin, va souligner les difficultés qu'éprouve le mouvement anarchiste à adopter des positions satisfaisantes dans cette crise. D'autres compagnons n'hésiteront pas à établir des rapprochements entre la poussée du populisme régionaliste de droite en Italie et l'affirmation des particularismes nationaux à l'Est. En définitive, à l'issue d'un débat qui se poursuivit jusqu'à la pause du samedi midi, une deuxième commission de travail se constitue. Ainsi, à la reprise des séances, Massimo Varengo de Milan va pouvoir présenter le projet du nouveau « pacte associatif », établi par la commission responsable, et publié dans le bulletin intérieur.

Les discussions sur le nouveau pacte associatif

Depuis plusieurs années, les compagnons de la FAI ont pris conscience de l'épuisement des modalités de l'expérience organisationnelle de leur fédération. Personne cependant n'avait jusqu'ici remis en cause la nécessité d'une organisation à base fédérative pour les anarchistes. Bien au contraire, le congrès précédent de Trieste avait tenu à réaffirmer l'importance de celle-ci. Et pourtant les signes de cette crise étaient visibles aux yeux de tous, et se manifestent par l'incapacité - ou plus exactement l'absence de volonté véritable - de mener des actions ou des campagnes nationales spécifiquement FAI. Par ailleurs, un flou organisationnel certain s'est installé ces dernières années au sein de l'organisation italienne. Le projet présenté par la commission s'inscrit donc dans cette volonté de remise en ordre et de clarification du fonctionnement fédéral, notamment pour tout ce qui concerne la question des adhésions et des démissions. Le projet présenté ne fit cependant pas l'unanimité, et Walter Siri de Bologne va y opposer un contre projet, qui s'adresse ouvertement à l'ensemble des composantes du mouvement anarchiste italien. Les discussions qui s'ensuivirent ne firent qu'amplifier les désaccords, même si les interventions ne manquent pas, comme celle de Alfonso Nicolazzi, pour rappeler que la FAI cherche à se donner de nouveaux statuts depuis dix ans, ce qui ne l'a pas empêchée de continuer à exister. Ces discussions, toujours très courtoises, n'en sont pas moins vives. Mariella de Milan, au nom de la commission « Femmes », dénonce l'utilisation du langage neutre dans la rédaction des différents projets et regrette que les *compagne* ne soient

pas explicitement mentionnées à côté des *compagni*. Autre point de désaccord, l'adjectif « italien » que l'on voudrait voir supprimé pour ne laisser que les mots « Fédération anarchiste » dans le sigle de l'organisation. Pour d'autres enfin, ce sont les cotisations qui posent problème : doivent-elles être obligatoires ou libres ?...

Il se fait tard et les débats ont tendance à s'éterniser... On passe alors à la lecture d'une motion d'orientation idéologique, présentée par la commission chargée de synthétiser les débats sur le projet de ce programme. Ce texte, assez court, est toutefois contesté par plusieurs groupés, et notamment le Comitad de Naples et par Senigallia, qui ne font pas la même analyse sur la portée du « retrait relatif » de l'Etat de la vie économique des pays occidentaux. Devant l'impossibilité de concilier les différents points de vue, la motion est rejetée. A la reprise des travaux, le dimanche matin, le groupe de Livourne, pour débloquer la situation, présentera une nouvelle motion, à caractère très général cette fois-ci, qui se prononce en faveur de la poursuite du travail de réflexion engagé avant et pendant le congrès, et qui prévoit la tenue de colloques en vue d'approfondir des questions jugées fondamentales, tel que le nationalisme, le monde du travail, le renforcement de l'Etat et de la répression, les contradictions entre lutte politique et lutte quotidienne.

Cette motion ayant été acceptée à l'unanimité, la discussion a pu reprendre sur le problème de *Umanita Nova* à partir des propositions présentées par la commission constituée à cet effet. Une confrontation assez dure se produisit alors entre ceux - tels les copains du Comitad de Naples - qui n'estiment pas indispensable pour la survie de l'organisation la parution de *Umanita Nova*, et ceux - tels les copains de Carrare - qui, en revanche, y voient un point fondamental. Tout le monde s'accorde cependant sur le constat d'échec de la formule actuelle, et sur la nécessité de relancer le journal d'après des modalités encore à définir. Un accord minimal est ainsi obtenu autour de deux points : l'organisation d'une rencontre sur *Umanita Nova*, ouverte à toutes les composantes du mouvement libertaire, les 5 et 6 janvier 1992 et la poursuite de la parution d'au moins cinq numéros de *Umanita Nova* jusqu'à cette date.

Les problèmes d'« Umanita Nova »

Le débat est cependant loin d'être épuisé. Le dimanche matin et une partie de l'après-midi sont accaparés par cette question. Beaucoup de compagnons se déclarent perplexes devant l'hypothèse avancée de « rendre *Umanita Nova* au mouvement libertaire ». En effet, à qui faut-il le rendre et, surtout, comment ? Il apparaît alors évident que, dans tous les cas de figure, il ne peut s'agir pour l'instant que d'une possibilité dont les modalités et les temps doivent être déterminés.

Deux motions vont, en définitive, être présentées, l'une par Sandro Vaccaro et l'autre, par le Comitad. La première, assez étendue, souligne l'extrême importance de l'existence d'un hebdomadaire pour le mouvement anarchiste italien et envisage « une possible gestion collective du journal par des réalités du mouvement anarchiste de langue italienne, conscientes de l'importance d'*Umanita Nova* ». Par ailleurs, une souscription est ouverte pour combler le déficit en attendant les comptes complets de l'administration.

La motion du Comitad, en revanche, estime qu'il faut crever l'abcès que constitue *Umanita Nova* et prévoit la suspension de sa publication à partir du 1^{er} janvier 1992 jusqu'à l'assainissement des finances. Puis, seulement dans un deuxième temps, la convocation d'une rencontre nationale pour décider du sort définitif du journal.

Aucune synthèse n'étant possible entre les deux motions, le vote est alors ouvert et c'est la motion de Vaccaro qui l'emporte par 18 voix pour, 6 contre et 8 abstentions ; la motion du Comitad recueillera, quant à elle, 9 voix favorables, 12 abstentions et 16 votes contraires. Le procédé est curieux, surtout vu de France. Les copains italiens eux-mêmes n'en sont pas très satisfaits. Le moins que l'on puisse dire est que l'unanimité est loin d'être atteinte, fût-elle de façade, et que la FAI en sort un peu plus divisée. Mais surtout, ainsi que tiendra à le souligner l'auteur de la motion qui venait de l'emporter, aucun des problèmes de fond n'est réglé, et de surcroît, le temps manque pour discuter du nouveau pacte associatif... Il est alors décidé de prolonger le congrès d'une journée. Une session supplémentaire est prévue pour le samedi 4 janvier - juste avant la tenue de la rencontre sur *Umanita Nova* - à Livourne. Affaire à suivre donc.

Mais ce congrès-ci doit se poursuivre. Le temps est compté, le nombre des présents s'effiloche et il reste encore les nouveaux responsables fédéraux à nommer. Heureusement, ne se pose aucun problème majeur, car la plupart des mandats sont reconduits, sauf pour la Commission de correspondance, qui passe de Milan aux compagnons de Reggio Emilia, tandis que les copains de Trieste s'associent à Milan dans la gestion des Relations internationales.

Il est 18 h 30. A l'entrée de la salle, des journalistes demandent les textes des différentes motions adoptées... Il est temps de partir. Dehors, il pleut. La FAI vient de vivre un moment important de son histoire récente. Après le constat d'impuissance et de lassitude de Trieste, la plupart des compagnons ont réagi avec courage et fermeté. Cela dit, le chemin à parcourir avant de pouvoir relancer la Fédération italienne est encore bien long. Au moins, faut-il reconnaître aux camarades italiens le mérite de la lucidité. Pourrions-nous dire la même chose chez nous ?

Gaetano Manfredonia
(groupe Pensée et Action)

MADAGASCAR

L'île malheureuse (IV)

Nous terminons aujourd'hui, par cette quatrième partie, notre étude sur la « grande île », en brochant pour vous un tableau particulièrement sombre de 16 années d'une prétendue politique socialiste orchestrée par le président Didier Ratsiraka. Echec sur toute la ligne, telle est la conclusion qui s'impose au regard des affres engendrées par une canaille bureaucratique toute tropicale, qui n'a rien à envier aux régimes totalitaires des pays de l'Est.

ALORS que le directoire militaire devait moralement œuvrer pour mener à son terme le programme politique prévu par le général Ramanantsoa, c'est-à-dire élaborer la Constitution d'une II^e République, et porter celle-ci jusqu'à ses fonds baptismaux, ses 18 membres ont préféré abandonner très vite le pouvoir, par lâcheté ou par complicité, au profit de Didier Ratsiraka. Celui-ci s'empresse alors de consolider ses avantages en faisant approuver par référendum, à la fin de l'année 1975, une Constitution et une Charte nationale de la Révolution, appelée *Livre rouge*, d'inspiration marxiste. Cette chartre expose la ligne idéologique par laquelle le Président entend conduire le pays. La Constitution est calquée sur celles des démocraties populaires. Le chef de l'Etat est assisté d'un Conseil suprême de la Révolution (CSR), dont il nomme lui-même les membres.

Seuls sont autorisés les partis politiques dont l'idéologie est compatible avec le *Livre rouge*, et qui sont admis au sein du Front national de la défense de la Révolution malgache. En plus de l'AKFM et du MONIMA, les trois autres formations principales du Front sont :

- L'Avant-garde de la Révolution malgache (AREMA), fondée en 1976 par Didier Ratsiraka ;
- le Parti pour le pouvoir prolétarien (MFM) de Manandafy Rakotonirina ;
- Le Salut dans l'unité (VITM) du docteur Marojama Razanabihy, résurgence de l'ancien PSD.

Apparemment, le multipartisme est autorisé, mais le Front ressemble pratiquement à un parti unique, comportant différentes tendances, et où domine l'AREMA. Hors du Front, aucune activité politique n'est tolérée.

L'organisation administrative du pays subit une refonte totale. La République est constituée de collectivités territoriales à quatre niveaux dont la base est la communauté villageoise (ou de quartier), appelée Fokonolona, fonctionnant en démocratie directe.

L'idéologie marxiste adoptée par le pouvoir s'est traduite, évidemment, par l'établissement de relations avec les pays du bloc socialiste : URSS, Allemagne de l'Est, Cuba, Corée du Nord. Cette politique s'est concrétisée par l'importation d'armements d'URSS, du *doutché* (la ligne idéologique de Kim Il Sung) de Corée du Nord et des matériels obsolètes des autres pays. Dans les instances internationales, Madagascar s'est complètement radicalisé, se rangeant du côté de l'URSS ou de la Libye. Ratsiraka se dit être un des leaders du non-alignement, mais en fait il a pris des positions totalement alignées sur celles de Moscou. Cette politique ne l'a pas empêché de développer des rapports avec l'Ouest (Etats-Unis, CEE), les aides financières de l'Est étant inexistantes. La France est en outre restée le premier partenaire commercial de l'île.

L'économie a suivi la logique idéologique du *Livre rouge*. Le secteur privé a été réduit, et le secteur public a pris possession en quelques mois de plus de 75% de l'appareil économique. Les banques, les assurances, les industries stratégiques ont été nationalisées, ainsi que toutes les grandes compagnies coloniales. Des sociétés d'Etat sont créées. Didier Ratsiraka proclame dans toutes ses tournées que le paradis socialiste est pour bientôt.

Mais entre les promesses du *Livre rouge* et les discours et réalisations, l'écart s'est vite creusé. Le pays est en marche accélérée vers l'enfer de la misère. Le bilan est négatif dans tous les domaines. Empêtrés dans ses mensonges et ses contradictions,

le régime devient paranoïaque. Il voit des complots partout. La pensée marxiste est imposée ; celui qui a une opinion différente est vite dénoncé comme ennemi de la Révolution.

Dans l'enseignement, le socialisme est dans toutes les matières. Le malgache, les langues vivantes, la philosophie ne sont que prétexte pour distiller le marxisme à haute dose. L'histoire et la géographie sont déformées à outrance. Toute une génération a été ainsi victime d'un génocide intellectuel dont Théophile Andrianoelisoa, alors ministre de l'Education de base et l'un des idéologues du régime, est le promoteur.

La répression permanente

Tous ceux qui dérangent le pouvoir subissent une répression sanglante. En 1982, à Antananarivo (Tananarive) une manifestation d'étudiants s'est soldée par une trentaine de morts ; la même année, une centaine de paysans sont massacrés dans la province de Tuléar. Le 1^{er} août 1985, un détachement de fusiliers-marins a attaqué une communauté d'adeptes de Kung-Fu avec des auto-mitrailleuses, faisant une centaine de morts. En décembre 1977, la communauté comorienne de Majunga se fait massacrer sans que la police et la gendarmerie n'interviennent, bilan : 800 morts. Des officiers, dont le commandant Richard Andriama-Holison, sont arrêtés pour « complot », et condamnés après un procès où les faux témoins affluent. La Ligue malgache des droits de l'homme, présidée par un membre de l'AKFM (marxisant) reste muette devant tous ces événements.

L'économie, de son côté, va de plus en plus mal. Les sociétés nationalisées et les sociétés d'Etat sont dirigées par des hommes du régime, incompetents, plus soucieux de leur intérêt personnel et de s'enrichir très rapidement. Des abus de biens sociaux ont vite fait de faire périr ces entreprises. Le pouvoir, complice de ces méfaits, fait geler tout contrôle jusqu'en 1985. Pendant ce temps, des complexes industriels ont été érigés avec les aides et emprunts.

Mais aucune des usines, livrées clef en main, n'a véritablement fonctionné. Cette politique d'investissements à outrance n'a servi qu'à générer des commissions colos-

ales pour ses initiateurs. Les discours promoteurs de Rakotovo-Razakaboana et de Justin Rarivojona, alors respectivement ministre des Finances et ministre de l'Economie, ainsi que de Manandafy Rakotonirina, le CSR chargé des questions économiques, n'ont pas pu faire tourner des usines qu'ils savaient d'avance condamnées à n'être que des éléphants blancs.

Dès 1981, soit six ans après l'accession de Didier Ratsiraka au pouvoir, Madagascar est au bord de la faillite. Les créanciers, alarmés, demandent au président une plus grande rigueur dans la gestion du pays, et un redéveloppement du secteur privé. Il accepte enfin une certaine libéralisation à partir de 1986. Mais la population, très appauvrie, n'en bénéficie guère. A l'inverse, elle permet aux nantis du régime de s'enrichir davantage. La nomenclatura s'est appropriée le patrimoine économique et a dilapidé les richesses du pays. Pour s'en rendre compte, voici quelques chiffres :

- en 1975, 1 FF valait 50 FMG (francs malgaches), alors qu'en 1991, 1 FF valait 325 FMG ;

- en 1970, la dette extérieure n'était que de 89 millions de dollars, en 1991, elle atteint 3,5 milliards de dollars ;

- entre 1975 et 1991, l'indice des prix à la consommation d'une famille malgache a été multiplié par douze, alors que la valeur d'un point d'indice dans la Fonction publique n'a même pas augmenté de 50%. Globalement, entre 1975 et 1991, le pouvoir d'achat d'une famille malgache a été divisé par quarante. Le peuple est dans la misère, mais il continue à rembourser des milliards dont il n'a jamais vu la couleur. Où sont-ils passés ?

Les Forces vives

La santé publique est un des domaines les plus négligés par le régime. Les hôpitaux manquent de médicaments ; ils sont devenus vétustes. Les chirurgiens ne peuvent plus opérer. Les médicaments sont réapparues dans les officines depuis 1989, mais leurs prix sont prohibitifs. L'Etat a négligé la démoustication et une épidémie de paludisme a sévi, faisant plus de 200 000 victimes.

La corruption, le détournement de fonds publics, les abus de tous genres sont des pratiques quotidiennes dans les hautes sphères de l'Etat. Les dirigeants des collectivités décentralisées en font de même sans être inquiétés. Le pouvoir les laisse faire, car ils assurent les basses œuvres à chaque scrutin, donnant ainsi au candidat de l'AREMA, le parti présidentiel, plus de 90% de voix dans la plupart des bureaux de vote. L'Etat, c'est l'AREMA.

Depuis 1989 où il a été réélu pour un troisième septennat (à la suite d'élections truquées évidemment) Ratsiraka, sous la pression des bailleurs de fonds et de la France notamment, s'est résigné à tolérer la liberté d'expression, à supprimer la censure et à autoriser les partis politiques en dehors du Front.

Devant la dérive du régime, et la faillite de l'économie, le Conseil oecuménique des Eglises chrétiennes (FFKM) a tiré la sonnette d'alarme dès 1982, et a demandé au pouvoir d'entreprendre des réformes, mais sans résultat. En 1990, il a organisé deux concertations nationales auxquelles étaient conviées toutes les institutions et

organisations (partis, syndicats, associations, Eglises...) du pays pour discuter des réformes à faire dans tous les domaines, mais le chef de l'Etat, le gouvernement et les partis pro-gouvernementaux ont considéré cette invitation avec mépris. De ces conventions est né le Conseil national des Forces vives, regroupant plus de 80 organisations laïques, coiffé par un Comité permanent des Forces vives (CPFV), dont le professeur Albert Zafy est le président. Le Conseil national s'est donné principalement pour tâche de conduire le pays vers une III^e République à Constitution neutre, d'assainir la vie politique et de mettre en place une commission d'enquête sur les crimes et les turpitudes de seize années de ratsirakisme.

Les Forces vives ont demandé au pouvoir, au début de cette année, d'organiser une conférence nationale pour discuter des réformes urgentes à entreprendre et à dialoguer. Mais Ratsiraka refusa malgré leur ultimatum. C'est ainsi que le CPFV a lancé une grève générale le 10 juin 1991 dans la capitale. Le succès a été immédiat, et le mouvement s'est étendu dans toutes les grandes villes. Le 21 juin, un gouvernement provisoire des Forces vives, sans attribution de portefeuille a été créé. La grève générale continue, et le nombre des manifestants sur la place du 13 Mai, dans la capitale, augmente au jour le jour (passant de 100 000 à 400 000). Le 16 juillet, les Forces vives désignent le général Jean Rakotoarison (C.R.) comme chef de l'Etat et le professeur Albert Zafy comme chef du gouvernement provisoire. Le pays a donc un chef d'Etat bis et un gouvernement bis. Devant l'ampleur du mouvement, Ratsiraka se sépare de son premier ministre, le colonel Victor Ramahatra, et désigne le maire d'Antananarivo, Guy Razanamasy, pour former un nouveau gouvernement. Le peuple réclame alors non seulement des réformes mais la démission de Ratsiraka. Les Forces vives décident d'organiser une « marche de la liberté » pour entamer un ultime dialogue. Le 10 août 1991, une foule de 800 000 personnes entame la marche vers le palais-bunker, construit par les Nord-coréens à Mavoloha, à une vingtaine de kilomètres au sud de la capitale. Lorsque la tête du cortège arrive à 2,5 kilomètres du palais, au lieu de recevoir une délégation comme convenu, Didier Ratsiraka donne à sa garde prétorienne l'ordre de tirer avec des armes de guerre. Un horrible carnage s'ensuit : plus de 200 morts et disparus, plusieurs centaines de blessés. Les soldats étaient aussi démentés que leur maître. Cette répression sanglante n'affecte en rien la détermination du peuple. Elle n'a fait qu'intensifier les manifestations dans toute l'île.

Voici maintenant cinq mois que le peuple manifeste et conteste le régime, cinq mois qu'il se prive et se sacrifie pour demander le départ de Ratsiraka, cinq mois qu'il crie au monde entier que les mensonges, les vols, les crimes ne doivent plus faire partie du paysage politique de Madagascar. Il veut retrouver sa dignité et sortir de la misère dans laquelle l'a plongé des hommes sans idéal, mais sachant prôner des idéologies. La tâche est difficile pour le professeur Albert Zafy et les Forces vives, mais ils bénéficient de l'adhésion massive de la population. En face, Didier Ratsiraka et Guy Razanamasy sont entourés d'une nomenclatura prête à défendre ses intérêts et son patrimoine mal acquis, avec hargne.

Un jour, le peuple vaincra !

F. R.

Blême Allemagne

(suite de la « une »)

Alors que la DA opère plutôt dans les grandes villes, le Nationalische Front (NF) travaille depuis des années dans les villes moyennes et petites. Autour de Berlin, s'est constitué un véritable « cercle brun » dans lequel les nazis sont très actifs et violents, notamment à Orianenburg, Teltow, Grünau...

Parallèlement, s'est constitué le Gesinnungs-Gemeinschaft der Neuen Front (Cercle de pensée du Front nouveau), qui regroupe toutes les tendances d'extrême droite qui se réfèrent au programme du NSDAP de 1920.

Alors que des groupes comme la DA, le NF, le FAP (actif surtout à l'Ouest) peuvent agir en toute légalité, et très souvent en toute impunité, le GdF, lui, agit

dans la clandestinité. Dans chaque ville travaille une section clandestine sous la direction d'un chef de section. L'action de ces sections est coordonnée par un chef de district qui a directement sous ses ordres un *dispatcher* d'informations. Seuls les chefs de section sont en contact avec le chef du district, qui donne des ordres. Les autres militants reçoivent leurs directives par le biais du dispatcher. Ces sections actives existent à Cottbus, à Dresde, à Berlin. Dans l'ex-Berlin-Est, elles sont sous les ordres de Ingo Hasselbach et de Bendrix Wendt (membre aussi de la DA).

En mai dernier, avait lieu à Kassel le congrès national du NF. Point central : un discours de l'avocat hambourgeois fasciste Jürgen Rieger, où il dénonçait, selon lui, « l'envahissement de

l'Allemagne par les étrangers et les demandeurs d'asile ». Il appelait à l'exclusion des étrangers et affirmait que « le mélange des races, c'est le génocide des peuples ».

Ces thèses se sont répandues comme une traînée de poudre sur la scène néonazie. Peu de temps après, avait lieu une réunion de la *Führungstroiika*, au cours de laquelle furent décidées, organisées et planifiées les exactions contre les immigrés, les demandeurs d'asile, les foyers d'immigrés... Le 18 septembre, commença à Hoyerswerda une vague, jusqu'à présent ininterrompue, d'attaques, d'agressions, de pogroms, d'assassinats contre les étrangers.

Pour les Relations internationales de la FA, David (gr. Humeurs Noires de Lille)

Les plumes de l'autruche

Fonction publique... gouvernement et centrales syndicales négocient ! Chacun y va de ses propositions. La CFDT est étudiée ici sous ses aspects ambivalents que lui confère son rôle de courroie de transmission entre salariés et gouvernement. Rôle que l'on peut considérer comme difficile à tenir, mais qui pourtant lui a réussi jusqu'alors.

L E retour des négociations salariales dans la Fonction publique a donné lieu aux habituelles pantomines, avec cette fois quelques variantes inusitées.

Si la CGT reste dans la langue de bois classique, les exhortations fracassantes tenant lieu à la fois de réflexion et de satisfecit, Force ouvrière s'active à tenter de battre la centrale de Krasucki sur le terrain du « rassemblement des mécontents » (1).

Dans l'autre camp : la FEN, toujours épêtrée dans ses oppositions internes, et la CFDT sur laquelle nous nous attarderons un moment.

Dire que la CFDT s'affiche ouvertement depuis l'arrivée de Jean Kaspar comme la courroie de transmission du gouvernement serait trop simple ; en effet, à de nombreuses reprises (conflit des infirmières, CSG, réforme des PTT, Télécom...), c'est bien ce syndicat qui est monté au feu pour permettre à ses amis politiques de lancer leurs opérations. Jouant sur le registre du « réalisme responsable » (évolution parallèle à celle du PS), la CFDT s'emploie à étouffer dans l'œuf toute velléité de relance d'une quelconque contestation. Sans même parler d'utopie, c'est la simple réflexion alternative qui est visée, au profit de l'aménagement des tensions sociales dans un sens supportable pour le système capitaliste (2).

Pour comprendre l'attitude de la CFDT, regardons tout d'abord les conséquences de cet éternel accord :

1) sans même parler de la période 88-89, pour laquelle tout le monde s'accorde pourtant à reconnaître une perte de pouvoir d'achat, prenons les chiffres officiels (INSEE) de la hausse des prix pour la période allant du 1^{er} janvier

1990 au 30 septembre 1991. En niveau, la hausse totale est de + 5,6%. En estimant le dernier trimestre d'après les neuf premiers mois de l'année, l'inflation pour les deux années 1990 et 1991 devrait tourner aux alentours de 6,3% ;

2) pour la même période, les hausses de salaires (toujours en niveau) ont été de 3% (+ un point d'indice) en 1990 et seraient de 1,5% (+2 points) pour l'année 1991. Un point équivalent grosso modo à 20 F nets, soit 4,5% (+ 3 points sur la période) ;

3) traduites en masse (pour un salaire de 5 000 F nets au 31 décembre 1989), ces hausses correspondent à une perte de 500 F sur deux ans et ce : sans tenir compte que 0,4% et 2 points sont accordés au titre de 1988-1989 (clause de sauvegarde) et sans tenir compte de la hausse des cotisations sociales de juillet 1991 (+ 0,9%) qui porteraient la perte à près de 1 200 F (toujours en respectant les chiffres officiels).

De la « concertation » syndicale à la CFDT

L'éventualité même d'une signature relègue donc au musée (en compagnie de l'autogestion) le mot d'ordre de « priorité aux bas salaires ». D'une part parce que justifier et accepter une perte de pouvoir d'achat pour les plus bas revenus (et chacun sait que la réalité est bien plus dramatique que les chiffres officiels) est particulièrement cynique. D'autre part, parce qu'accepter et justifier des hausses de pourcentage (la doctrine officielle étant un partage entre points et pourcentage à part égale) à l'exception de deux malheureux points d'indices (pour 1988-1989) est un nouvel hommage à l'inégalité régnante.

Quant aux prévisions d'inflation pour 1992, c'est carrément de la science-fiction. A plus forte raison si les hausses prévues (jusqu'en début 1993) épousent comme par miracle... le calendrier électoral !

Parlons un peu maintenant de la forme. La CFDT ayant fait savoir qu'elle « consultait ses adhérents », elle le fait avec la duplicité des vieux démagogues, adeptes du référendum-plébiscite (3).

Aucun point de comparaison (inflation, par exemple) n'est fourni à l'adhérent de base, qui pourrait lui donner un semblant d'esprit critique par rapport aux chiffres affichés.

Les revendications initiales sont ensuite habilement brouillées, « masse » et « niveau » s'entremêlant confusément pour laisser croire à des effets bien supérieurs à ceux de l'accord : les augmentations demandées au 1^{er} janvier 1990 sont partiellement appliquées... au 1^{er} août 1991. Qu'importe !

Pourquoi s'embarrasser de tels détails ?

Le point d'indice (traduit en pourcentage du salaire moyen) s'allonge ou se rétrécit selon que l'on se place avant ou après la négociation. *Idem* pour la « clause de sauvegarde », qui n'est en fait qu'une vulgaire clause de « revoyure » banale et sans saveur.

Enfin, on a connu la CFDT plus sourcilieuse (avec FO, par exemple), suite à l'annonce par le Premier ministre d'une signature, certes tout à fait prévisible, mais non encore effective (4).

Le gouvernement pouvait-il ne pas augmenter les salaires des fonctionnaires moins qu'il ne le fera ? Avec ou sans signature, c'est d'autant plus douteux que l'approche des échéances électorales a toujours incité à quelques générosités envers un électoral utile.

La volonté de la CFDT (parfois pathétique) d'aider sa famille politique au risque de perdre sa crédibilité syndicale rend particulièrement pessimiste pour l'avenir. D'autant que son leader peu charismatique, Jean Kaspar, semble avoir décidé de reprendre en main les quelques hurluberlus (ne parlons même pas d'opposants) qui ne partageraient pas son soutien inconditionnel à la politique du PS. Il sera intéressant de voir, en cas de victoire de la droite, la suite de cette évolution : le réalisme (composition avec un gouvernement de droite) l'emportera-t-il sur la fidélité politique ? Tristes perspectives.

A. Z.

(1) Le copinage manifeste à FO de la secte trotskyste PCI-MPTT avec la droite sous couleur d'anti-mitterrandisme n'a rien de surprenant quand on connaît les conditions de financement de la campagne présidentielle du dénommé Pierre Bousset-Lambert. Il est significatif que cet amalgame contre nature amène le retour de FO à des tendances prétendument « apolitiques », voire « anarcho-syndicalistes » !

(2) La politique salariale de la CFDT inclue, par exemple, l'acceptation sans réserve de l'intéressement et de la participation. Pour une analyse plus complète, voir « Les Néo-démocrates » dans le livre d'Alain Bihir Du Grand soir à l'alternative, éd. Ouvrières.

(3) La CFDT ne demande d'ailleurs aucune contrepartie (embauches, par exemple) à ces baisses de salaires, mais table sur le bon fond de charité chrétienne de ses adhérents pour faire comprendre que...

(4) Il est douteux qu'aucune centrale syndicale ait en fait cherché à mettre sur pied un vrai mouvement intersyndical de protestation. Ni la CGT ni FO n'étaient exempts d'arrière-pensées d'où la défense des travailleurs étaient absentes. Ni la FEN ni la CFDT n'avaient intérêt à la réussite d'un tel mouvement.

Pensez à utiliser le 3615 RLIBERTAIRE pour connaître les programmes de Radio-Libertaire (89.4) et le sommaire du « Monde libertaire ».

Le bilan d'un conflit

A PRES les menaces de Bérégovoy, Aubry... tous s'attendaient à une irruption des CRS ; ce qu'ils firent le 5 novembre à 3 heures du matin. Six compagnies, logées à l'Altéa, un grand hôtel de Rouen. Et surprise, le mouvement continua.

La direction de Renault-Cléon, recevant l'aval du gouvernement, put, dès ce moment, dicter ses conditions sur des bases minima. Autour du chantage exercé sur d'éventuels licenciements et mises à pied, la « discussion » s'engagea et aboutit à cette misère : 224 F d'augmentation et 1 000 F de prime à la reprise du travail. Le jeudi 7 novembre, les syndicats CGT et CFDT proposèrent aux grévistes de s'exprimer au moyen du vote. Résultat des courses : sur 1 500 votes exprimés (pour 5 400 ouvriers), plus de 800 demandèrent la continuation du mouvement contre 700, favorables à la reprise du travail.

Malgré des discours assez offensifs, du style : « Tenir, tenir ! » des responsables syndicaux et la venue de Louis Viannet, n° 2 de la CGT (au discours assez ambigu), l'intersyndicale signa le fameux accord dans la soirée du vendredi, exhortant les salariés à retourner sur la voie de l'exploitation.

Depuis, après une reprise de production mollaissone, quelques mouvements sporadiques ont éclaté dans les ateliers.

Malgré tout, cette lutte a été exemplaire, et a fait redresser la tête à la classe ouvrière, opposant un formel démenti à ceux qui, ici et là, annoncent l'enterrement de la contestation.

Pendant les trois semaines de conflit, on a pu voir des ouvriers véritablement combattifs, retrouvant les vieux réflexes de l'auto-organisation, n'ayant que leur maigre salaire pour subsister, et ne ressemblant donc en rien à d'éventuels privilégiés.

De plus, ce n'était pas un conflit isolé mais qui a créé autour de lui une solidarité, notamment avec la venue de la Confédération paysanne, proposant aux grévistes légumes et fruits à des prix modiques, notamment encore avec le tour

de chant d'artistes comme Georges Moustaki, Lény Escudero... Par ailleurs, la population participant aux meetings regroupait toutes les sensibilités progressistes, dépassant largement les traditionnelles groupies du PC et des sectes trotskystes.

Il y eut, par contre, dans les structures syndicales, de notables divergences d'appréciation, en particulier à la CFDT où la section de Renault-Cléon, sur le terrain, se vit rabrouer par les chefs de la bureaucratie locale.

Maintenant, on pourrait analyser la différence d'opinion entre les signataires des accords et les grévistes voulant encore la lutte. Comme beaucoup d'autres, nous pourrions nous aventurer à conclure que l'expression des travailleurs n'a pas été prise en compte, mais plutôt qu'il y a eu un marchandage syndicats-gouvernement, avec des groupes de pression (PC, PS) en arrière-fond. On pourrait affirmer, comme certains médias, que le vieux spectre du trotskysme a ressurgi, manipulant les ardeurs. Mais la réalité vécue par des milliers d'ouvriers, jour et nuit pendant trois semaines, est plus dure et affamante que les calculs des technocrates du fantasme.

En ce qui nous concerne, nous ne tenons absolument pas à nous présenter comme des donneurs de leçons, mais plutôt saluer de nouveau le mérite de cette lutte, et de ceux qui y ont participé et ont montré le chemin à suivre, celui qui passe par des revendications exprimées à la base et crée ainsi leur propre dynamique.

Nous pourrions conclure sur ce constat : le mouvement a avorté parce qu'il ne pouvait en être autrement. La direction n'aurait cédé plus, et les menaces de licenciements étaient, elles, très présentes. Par ailleurs, les feuilles de paie venaient d'être reçues et accusaient une perte sèche d'au moins la moitié du salaire.

Il aurait peut-être fallu, pour que Cléon obtienne satisfaction, que des mouvements massifs éclatent dans beaucoup d'autres entreprises.

Groupe de Rouen, 64, rue Beauvoisine, 76000 Rouen

Nouvelles du front

ACCIDENTS A L'ARMEE

Les accidents à l'armée demeurent un sujet tabou. Pour briser le silence, le Rassemblement national pour la vérité sur les accidents à l'armée lance une opération d'ouverture de permanences dans les gares de façon à recueillir les témoignages des appelés sur leurs conditions de vie à la caserne. Ainsi espère-t-il soulever la chape de silence imposée par la Grande Muette, et informer les futurs appelés sur les risques encourus durant le service national.

Rassemblement national pour la vérité sur les accidents à l'armée, BP 1123, 76176 Rouen cedex.

RESERVISTES REMUNERES

Les périodes de réserve devraient être rémunérées au titre de la formation continue, d'après un projet de loi. En parallèle, une campagne de sensibilisation sera menée en direction des entreprises afin qu'elles ne mettent pas d'entraves à la participation de leurs employés aux périodes de réserve.

Alors que l'on parle de réduction du temps du service militaire à 10 mois, voilà que la réserve pointe son nez. Le recul de la militarisation de la société paraît bien compromis. Il serait bon, en la matière, que les syndicalistes et autres salariés fassent barrage à cette nouvelle tentative d'avancée militariste.

Info puisée dans le Journal des Objecteurs n° 102 - novembre 1991.

LYON

« Super Yalta » à la librairie FA La Plume Noire

A l'occasion de la parution aux éditions du Monde Libertaire de la brochure intitulée « Super Yalta », un débat sera organisé en présence de son auteur, Philippe Pelletier, sur les conséquences de la guerre du Golfe et le nouvel ordre géopolitique mondial qui en découle.

Ce débat aura lieu le samedi 7 décembre à 16 h à la librairie La Plume Noire, 15, rue Rivet, 69001 Lyon.

Ciné sélection

« Europa »

Léopold est d'origine allemande, il se rend en Allemagne en octobre 1945, pour aider à la reconstruction du pays. Son oncle l'aide à trouver un emploi de contrôleur de wagons-lits dans une compagnie ferroviaire. *Europa* est un nouveau prétexte pour Laars von Treer à faire un vrai film de terreur où il expérimente avec son opérateur photo Henning Bendtsen (ancien opérateur de Dreyer) un nouveau champ visuel qui mêle transparences, surimpressions, focales différentes, couleurs, noir et blanc, négatif et positif dans la même image. Laars von Treer joue avec la citation cinématographique (réminiscences de l'expressionnisme allemand, *Vertigo* d'Hitchcock) pourtant son style ne constitue pas un plagiat mais bien une écriture. L'ambiguïté et la figure du piège sont le sujet même du film : la structure narrative fait penser aux feuilletons muets de Lang comme *Les Araignées* ou *Les Espions*, le mode narratif par le commentaire dit par Max von Sydow évoque plutôt le cinéma de Welles. Si Laars von Treer fait un cinéma de la fascination et de l'hypnose il y introduit une bonne dose d'humour, voire de burlesque qui permet la distanciation, et les personnages de contrôleurs du train pourraient venir d'une pièce de Samuel Beckett dont les habitudes et les lieux de vie sortiraient tout droit de l'univers de Kafka. Satire de la dénazification par un cérémonial qui tient de l'Eglise ; stylisation extrême qui rappelle le théâtre, le grand guignol, la mascarade, *Europa* film de l'absurde plutôt que du politique, entrepris au moment de la chute du mur donne à voir

une prophétie du dérisoire et de la monstruosité où nazis et alliés sont mêlés dans une Histoire dont le jeu semble déjà fait. Le « héros », Léopold, est un parfait anti-héros, ne serait-ce que parce qu'il est incapable de choisir, de réfléchir et que lorsqu'il agit, il le fait uniquement sous l'emprise des circonstances et en parfait crétin. Laars von Treer a choisi de lui donner une innocence qui se confond ici avec la stupidité, tout se complique encore, car Léopold n'est jamais que le double du public. La voix off du commentaire l'assigne comme tel et ce « vous » qu'elle lui adresse est en fait un « vous » pour nous, public. Double Facette : le thème du loup-garou permet ce jeu où « les monstres ne sont monstres que la nuit et deviennent humains le jour » comme dit Barbara Sukowa, à cette nuance près que le film se déroule la nuit. Dualité, ambiguïté encore : l'image des Juifs déportés dans le wagon ressemble à de l'artifice, du grand guignol, de la manipulation alors que le film tout entier vit, respire, transpire la déportation et la concentration. Les images suggèrent avec une force, une conviction, une efficacité incroyables, l'invisible, les puissances obscures, occultes. De ce point de vue, quelque chose de la nature vraie du nazisme est ici représentée dans ce film de terreur. Laars von Treer fait très fort et met les nerfs du spectateur à dure épreuve. Un cinéma, grand sorcier, qui propose au spectateur le jeu de l'hypnose et du dérisoire dans un voyage au bout d'une nuit toute kafkaïenne.

Laura L. de « Fondu au Noir »

SOUSCRIPTION

Après la parution du livre de René Berthier, *Bakounine politique*, les éditions du Monde Libertaire poursuivent leur programme de publications. Deux nouveaux ouvrages vont paraître d'ici la fin de l'année :

- *Les écrits pédagogiques de Sébastien Faure*, réunis et présentés par J.-P. Jullien ;

- *Cempuis, une expérience d'éducation libertaire à l'époque de Jules Ferry (1880-1894)*, par Nathalie Brémand.

Prix de vente pour chaque ouvrage : 80 F.

Une souscription est lancée pour faciliter leur parution, elle est de 140 F pour les deux publications. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Patrick Marest, et à envoyer aux éditions du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Font et Val au TLP-Dejazet

Du 20 novembre au 15 décembre, du mardi au samedi à 20 h 30

et le dimanche 15 décembre à 15 h 30,

Patrick Font et Philippe Val vous accueillent à **Connard land**

à l'occasion de leur nouveau spectacle au TLP-Dejazet 41, bd du Temple (M° République), 75003 Paris.

Prix des places : 135 F

Réservations au 42.74.20.50

Collectivités : 110 F

Réservations collectivités, contactez Anne Dunoyer au 48.87.97.34

L'Association pour la réalisation de projets artistiques et culturels présente

Philippe FORCIOLI & France LEA

les 6 et 7 décembre à 21 h au café-théâtre *Le Troisième homme* 6, rue Borie, Bordeaux. Tarifs : 80 F et 60 F.

NOUVEAUTE

« *Bakounine politique, révolution et contre-révolution en Europe centrale* »

René Berthier,

éditions du Monde Libertaire.

Prix : 100 F

(chèques à l'ordre de Publico).

ECRIVAINS ET ARTISTES SOUS L'OCCUPATION

Les mains sales...

L'ÉPOQUE est au déboulonnement d'idoles ! Déjà, il y a trois ans, Gilles et Jean-Robert Ragache s'étaient intéressés à *La Vie quotidienne des écrivains et artistes sous l'Occupation (1940-1944)*, paru aux éditions Hachette. Nul n'ignorait que Robert Brasillach, Lucien Rebatet, Henri Béraud et quelques autres, tous débordant d'enthousiasme, avaient collaboré avec l'occupant. En revanche, la plupart des lecteurs apprenaient que certains écrivains ou artistes qui, dès la Libération, allaient se poser comme d'illustres résistants, avaient en fait accepté de bonne grâce les contraintes imposées par les troupes nazies. Parmi ces contraintes, rappelons-le, figuraient le sceau de la censure pour tout ouvrage publié sous les auspices allemands (puisque les Allemands régissaient alors l'édition française), l'éviction des Juifs du monde des lettres ou du spectacle, l'interdiction de dénigrer, de quelque façon que ce fut, la politique de collaboration mise en place par Pétain, la publication d'une « liste Otto » indiquant les auteurs et les titres à proscrire des bibliothèques ou des librairies...

Publier, dans ces conditions, ou exercer une activité artistique publique, s'avérait pour le moins délicat et certains, heureusement, jugèrent que mieux valait attendre la chute du nazisme. Même Georges Bernanos, qui n'était pourtant pas un homme de gauche, choisit alors de rester au Brésil plutôt que de regagner la France pour ne pas avoir à subir ces rigueurs.

Mais d'autres écrivains, guidés plus par le souci de leur réussite sociale que par leur honnêteté politique, ne s'attachèrent pas à ces « détails » et décidèrent de publier coûte que coûte. Comme argument, puisqu'ils ne se sentaient tout de même pas vraiment dans leur bon droit, certains avancèrent qu'il convenait alors de maintenir vivant le prestige des lettres

françaises ! Finalement, n'avaient-ils pas fait œuvre de résistance à leur manière ? De quoi sourire, si les conséquences de cette dérobade n'avaient été si tragiques.

Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, comme nombre de leurs collègues en littérature, observèrent les bouleversements qui s'abattirent sur le monde avec une sérénité pleine de philosophie. Dans *Une si douce occupation* (éd. Albin Michel), Gilbert Joseph suit pas à pas leurs parcours en ces années sombres. Sartre jouera avec un grand brio le rôle du « donneur de leçon » au lendemain de la guerre, secondé utilement par Simone de Beauvoir, son alter ego féminin. Camus de son côté, se montrera aussi bon comédien. Pourtant, tous

« Camus, de son côté, se montrera aussi bon comédien. Pourtant, tous ont su dissimuler, lorsque celui-ci était nécessaire, le courage qu'ils revendiqueront bientôt haut et fort. »

ont su dissimuler, lorsque celui-ci était nécessaire, le courage qu'ils revendiqueront bientôt haut et fort. Leur unique but : acquérir une notoriété que la situation exceptionnelle rendait enfin possible. Il ne s'agit pas, pour Gilbert Joseph, de se répandre en propos vengeurs et d'accuser Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir de collaboration, non plus de leur assigner une tâche qu'ils auraient été incapables d'accomplir, mais de remettre les pendules à l'heure. A lire les deux écrivains, cette période fut pour eux celle de l'engagement, celle de tous les périls. Or, à y regarder de plus près, comme professeurs ils n'ont guère eu à

souffrir de la pénurie alimentaire qui affectait leurs concitoyens. Leur conduite très sage n'a pas, non plus, attiré sur eux l'attention des occupants. Quant aux malheureux entraînés par la guerre, aux mesures prises à l'encontre des Juifs, à la répression contre les résistants, autant dire qu'ils ne se sentaient pas concernés. Tout cela était loin, bien loin de leurs préoccupations intellectuelles.

Peut-être n'est-ce pas bien grave, somme toute (même si, en réalité, cela est très grave). Très peu de Français se sont élevés contre le nazisme. Les risques étaient considérables, et Gilbert Joseph ne reproche pas au couple de philosophes d'être demeuré prudemment à l'écart du conflit. Le profil bas était devenu un style, une mode qui se portait dans tous les milieux, en France, au début des années quarante... Sartre et de Beauvoir ne brillaient pas par leur témérité, un point c'est tout.

Ce qui est plus grave, en revanche, c'est l'attitude qu'ils adopteront peu après... Repeignant soigneusement leurs biographies (Sartre affirmera, par exemple, s'être évadé du stalag où il était prisonnier après la déroute de l'armée française, alors qu'il a été libéré tout à fait normalement), ils se permettront de fustiger quiconque n'a pas eu un comportement adéquat. Ils suivront le sens de l'Histoire, comme si c'était eux, les illustres philosophes qui cependant jamais ne déplurent aux représentants de la pensée national-socialiste, qui avaient donné à l'Histoire son cours actuel. C'est un flagrant exemple d'opportunisme que Gilbert Joseph dénonce dans cet ouvrage documenté. Un ouvrage d'actualité, même dix ans après la mort de Sartre, puisque l'opportunisme n'en finit pas d'inspirer écrivains, et autres figures de proue de l'intelligentsia française.

Thierry Maricourt

Les choix du hallebardier

Cirque Beckett, acte sans parole un, mise en scène de Dan Demuynek. Pièce sous chapiteau se déroulant au square Séverine (M° Porte-de-Bagnolet), 75020 Paris, depuis le 15 novembre et ceci jusqu'au 13 décembre. Jours de représentation : mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 45. Cette pièce est jouée par la Compagnie foraine.

Génération Chaos de Marc'O (premier épisode : « Avant la chute du mur »).

Pièce musicale avec Frédérica Bertelli, Yovan Gilles et Jérémy Prophet, à l'Européen, 5, rue Biot (M° Clichy), 75017 Paris. Du mardi au dimanche, à 21 h. Matinée supplémentaire le dimanche à 17 h.

Le Café de Fassbinder d'après Goldoni au théâtre Le Vanves, 12, rue Sadi-Carnot (M° Malakoff-Plateau de Vanves), Vanves. Mise en scène de Ivan Morane, du jeudi au samedi à 20 h 30. Dimanche 15 h. Jusqu'au 17 novembre.

Polivka (Tchécoslovaquie, mais en français) au théâtre du Ranelagh, rue du Cygne 75016 Paris (M° Ranelagh, RER Boulaivillier). Du mardi au samedi, à 21 h. Dimanche : 17 h.

Candide, de Voltaire. Mise en scène de Jean-Louis Crinon, au théâtre du Tourtour, 20, rue Quincampoix 75003 Paris (M° Châtelet-Halles-Rambuteau).



RENDEZ-VOUS

DIEPPE
Vous pouvez rencontrer le groupe FA tous les samedis à 11 h au marché de Dieppe, au niveau de la place Nationale, lors de la vente du *Monde libertaire*.
Groupe FA c/o APEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex.

CHELLES
Dans le cadre de ses activités mensuelles, le groupe Sacco-Vanzetti de la Fédération anarchiste organise le samedi 30 novembre, à 20 h 30, une réunion-débat sur le thème : « Le fédéralisme libertaire ». Avec la participation de A. Marceillant. En cette occasion, nous invitons tous les sympathisants libertaires de l'Est parisien à se joindre à nous.
Adresse du local : 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare SNCF).

LA GRAND COMBE
Une liaison vient de se créer à La Grand Combe, arrondissement d'Alès (Gard). Les personnes désireuses de la contacter peuvent le faire par l'intermédiaire des Relations Intérieures (145, rue Amelot, 75011 Paris), qui transmettront.

LE MANS
Le groupe FA organise le 6 décembre à 20 h 30, salle de la Rotonde, 4, rue d'Arcole, un débat sur l'anarchisme, le fédéralisme... Gaetano Manfredonia introduira le débat. Un cocktail sera offert par la suite en soutien aux éditions du *Monde Libertaire*.

TOULON
Le groupe Région-toulonnaise assure une vente du *Monde libertaire* chaque vendredi de 17 h à 18 h 45 dans la rue d'Alger (place Camille-Ledeau), à Toulon. Le groupe tient, par ailleurs, une permanence le samedi de 15 h à 18 h 30 au cercle Jean-Rostand, immeuble Lamer, rue Montebello (derrière la gare), à Toulon. Pour le contacter, écrivez au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer.

MARSEILLE
Le groupe Ascaso-Durruti organise une fête libertaire le 7 décembre, dans son local, situé au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul (M^{rs} Réformés-Canebière ou Cinq avenues-Longchamp). Début des festivités à 17 h. Il y aura des chansons avec Muraud et Meille, un buffet froid, une buvette, une table de presse...

PARUTIONS

AFFICHE
La FA a édité une nouvelle affiche disponible à la librairie du *Monde Libertaire*, « La liberté, pas la loi de la jungle ! ». Gratuite pour les groupes, liaisons et individuels de la FA, elle est sinon vendue au prix de 1 F de 1 à 49 exemplaires et de 0,50 F pour plus de 50 exemplaires.

PRESSE (NOUVEAUTE)
L'Union régionale Méditerranée est heureuse de vous annoncer la sortie du n° 1 de *Noir*. Ce premier numéro est disponible au prix de 8 F (+ frais de port). L'abonnement est de 50 F par an. Points de vente de *Noir* :
- groupe Ascaso-Durruti : 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (permanence le samedi de 15 h à 18 h) ;
- CECL : BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex ;
- groupe Région-toulonnaise (permanence du samedi après-midi) cercle Jean-Rostand, immeuble Lamer, rue Montebello, 83000 Toulon.
- ADCL, 8, rue Richelmi, quartier Riquier, 06000 Nice (permanences le mercredi et le samedi de 15 h à 18 h).

PRESSE
Le n° 83 (novembre) de *Contre Vents et Marées* est paru. Vous pouvez vous le procurer pour 5 F (50 F l'abonnement) en écrivant à l'association « Contre-Courants », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. En vente également à la librairie du *Monde Libertaire*.

TEE-SHIRTS
Le groupe Ascaso-Durruti de Marseille édite trois tee-shirts : « Vive l'anarchie » de Reiser, « Femmes Libres » et « Le punk ». Ces tee-shirts sont disponibles au prix de 50 F (port compris). Les chèques sont à libeller à l'ordre de Jean-Pierre Louy, et à envoyer au groupe Ascaso-Durruti, 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille.

Préserver les droits des femmes

Le 30 novembre, une journée nationale d'action en faveur de la contraception et de l'avortement sera conduite sous la houlette de la coordination nationale de même nom.

Dans une période de remise en cause de l'avortement, par certains, voire de la contraception, il est bon de pouvoir mener avec succès une telle journée de mobilisation.

DEUX pilules contraceptives, Trinordial (1) et Microval, sont dorénavant remboursées et c'est tant mieux. Mais n'oublions pas que bien d'autres ne le sont pas ou ne le sont plus. N'oublions pas aussi que le stérilet est pris en charge à un niveau bloqué depuis des années bien en-dessous du prix de vente. Et enfin, n'oublions pas que les préservatifs n'ont jamais reçu d'offre de remboursement (ils ne sont pas prescrits) malgré leur fonction de prévention vis-à-vis du SIDA ; bien au contraire, leur prix devient prohibitif pour les jeunes : jusqu'à huit francs l'unité.

Si les femmes pensaient avoir gagné définitivement cette bataille, les lobbies pharmaceutiques, aidés par l'incapacité des pouvoirs publics, leur rappellent (une fois de plus) que jamais rien n'est acquis ; et notamment en ce qui concerne les droits des femmes.

La loi de 1974 prévoyant la « couverture des médicaments, produits et objets contraceptifs et des frais d'analyses et d'exams de laboratoire ordonnés en vue de prescriptions contraceptives » n'est peu à peu plus appliquée. Et si Mme Neiertz, secrétaire aux Droits des femmes, « impose » aux laboratoires un tarif permettant le remboursement de

deux pilules, elle affirme, haut et fort, qu'il n'est pas question de rembourser toutes les pilules. De qui se moque-t-on ? Comment peut-elle, elle chargée au niveau gouvernemental des droits des femmes, bafouer ainsi la loi ? Sans doute, au nom de la sacro-sainte nécessité de maîtriser les dépenses de santé ! C'est reconnaître la force des laboratoires et s'y plier. C'est s'abaisser aux exigences économiques. Il est vrai que la santé des femmes, et de toute la population quand il s'agit de maîtriser la maternité et le droit de choisir, c'est si peu de choses... Toutefois, on n'oublie pas que les femmes sont électrices - 1992 oblige - alors Matignon cède un peu... pour deux pilules mais pas plus.

Pourtant au ministère de la Santé, des études pointent leur nez et montrent la tendance à la recrudescence d'interruptions volontaires de grossesse chez les mineures. Cette tendance se développerait-elle par ignorance des jeunes quant à leurs droits (accès gratuit à la contraception dans les centres de planification) ? D'autres soulèvent le manque de moyens accordés à l'information contraceptive en direction des jeunes : pas de crédits supplémentaires, mais plutôt des menaces quant à la pérennité

des établissements d'information, alors que les problèmes croissent (délinquance, marginalité, SIDA...), pas de réel relais de la part des enseignants et des directions d'établissements scolaires quant au chapitre contraception, introduit dans le programme de la classe de 4^e, pas d'information préventive au travers des médias.

Le bilan de la libération et du remboursement de la contraception apparaît aujourd'hui bien lourd de menaces. Les grignotages insidieux sont le fruit tant d'une incapacité gouvernementale à garantir ce droit des femmes que d'un désinvestissement des femmes et du mouvement féministe.

Informé, mobiliser...

Dans l'espace laissé, s'engouffre un vent d'ordre moral, qui veut autant limiter l'accès à la contraception qu'il est actif pour dénoncer les crimes de l'« holocauste des enfants non-nés » et pour empêcher la pratique d'IVG dans les services hospitaliers. Il s'agirait alors de revenir à la bonne vieille morale : ne faire l'amour que pour procréer (2) et renvoyer les femmes aux fourneaux !

Mais les femmes n'ont pas dit leur dernier mot. Un certain nombre d'organisations féministes, mais aussi syndicats et politiques, dont la Fédération anarchiste, se sont regroupés pour défendre indissociablement ces droits que sont le droit à l'avortement et à la contraception. Une coordination nationale est ainsi née, rassemblant un grand nombre de collectifs locaux dans tout l'Hexagone. Lors de la seconde rencontre de la coordination, les 19 et 20 octobre derniers, il

a été décidé une mobilisation nationale ponctuée de deux échéances : le 30 novembre, journée nationale d'action organisée localement par les collectifs unitaires (3) avec distribution de tracts, signature de pétitions, conférence de presse et toute action spectaculaire possible ; et les 18 et 19 janvier 1992, états généraux à la Sorbonne pour réaffirmer la détermination des femmes et des hommes à défendre et élargir ces droits fondamentaux.

Il y a urgence à se mobiliser. L'enjeu est de taille. Les nuages s'accumulent non seulement en France mais aussi dans bon nombre de pays : pas seulement contre le droit à l'avortement, mais aussi contre le droit à la contraception. Les luttes des femmes ont arraché ces droits. Les préserver, voire les améliorer, c'est consolider pour l'élargir encore la place que les femmes ont acquies dans la société. Mais « les luttes d'aujourd'hui préparent l'avenir des femmes de demain » (4).

Hélène
(gr. Pierre-Besnard de Paris)

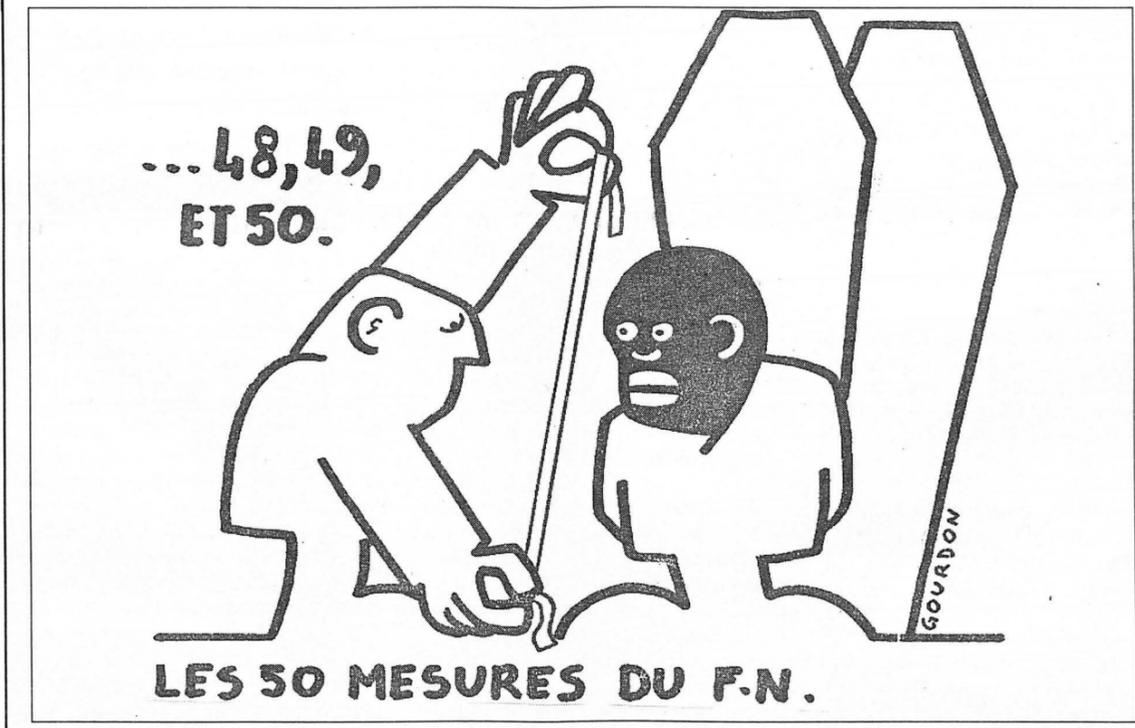
(1) Le Trinordial, avant son remboursement, coûtait 8,60 F la plaquette et 19,20 les trois plaquettes. En janvier dernier, Wyeth-France, le laboratoire qui fabrique Microval, décide alors d'augmenter le prix de cette pilule et de le porter à 20 F la plaquette (53,70 F les trois). 750 000 femmes sur 4 millions qui prennent la pilule se voyaient privées du remboursement.

(2) Xavier Dor, du groupe anti-avortement « SOS-Tout petit », a révélé n'avoir que quatre enfants, alors qu'il est hostile à toute contraception, et refuse le coït interrompu car « en chacun de ses spermatozoïdes, c'est un petit Jésus qui vit ». Révélation au cours de l'émission « Ça vous regarde », sur la 5 (avril 1991).

(3) A Paris, rassemblement place de la Sorbonne à 15 h, le samedi 30 novembre.

(4) Une phrase en exergue sur l'affiche d'appel aux états généraux.

Le dessin de la semaine



SOMMAIRE

- PAGE 1 : Blème Allemagne, Le partenariat, Editio.
- PAGE 2 : Le partenariat (suite de la « une »)
- PAGE 3 : Le mariage de l'abbé Pierre (billet de très mauvaise humeur), Egalité, Perquisition à « Mordicus », Les frasques du baron, Associations.
- PAGE 4 : Congrès de la FA italienne... entre espoir et désenchantement.
- PAGE 5 : Madagascar : l'île malheureuse (IV), Blème Allemagne (suite de la « une »).
- PAGE 6 : Les plumes de l'autruche, Le bilan d'un conflit (Renault-Cléon), Nouvelles du front.
- PAGE 7 : Ciné spécial : « Europa », Les Choix du hallebardier, Les mains sales...
- PAGE 8 : Préserver les droits des femmes, Le dessin de la semaine, Infos FA.